

Rapport de la Présidente du Groupe de surveillance des activités de CESP CESP – Une nouvelle approche : Application de la Résolution XIII.5

Mesures requises :

Le Comité permanent est invité à :

- i. prendre note des progrès du Groupe de surveillance des activités de CESP (GSA CESP) ;
- ii. prendre note que le document SC58 Doc.15.1 n'a pas été examiné lors de la 58^e Réunion du Comité permanent, tenue à distance, en juin 2020, ni en intersession entre les 58^e et 59^e Réunions du Comité permanent. Les informations tirées du document SC58 Doc.15.1 restant valables ont été intégrées et mises à jour dans le présent document pour la 59^e Réunion du Comité permanent, le document SC58 Doc.15.1 est donc caduc.
- iii. Alternative A : les résultats des travaux du Groupe de surveillance des activités de CESP au cours de la dernière période triennale sont intégrés à plusieurs projets de résolution qui seront examinés à la 59^e Réunion du Comité permanent. Le Comité permanent est invité à donner son avis sur la nouvelle approche de CESP une fois ces projets de résolution examinés.

Alternative B (dans le cas où les projets de résolution ne seraient pas examinés à la 59^e Réunion du Comité permanent à cause de la COVID) : commenter la nouvelle approche de CESP comme indiqué dans le présent document.

Contexte et introduction

1. À la 12^e Session de la Conférence des Parties contractantes (COP12), en 2015, les Parties ont approuvé, dans la Résolution XII.9, un nouveau Programme relatif à la communication, au développement des capacités, à l'éducation, à la sensibilisation et à la participation (CESP) pour 2016-2024 qui comprend neuf buts et 43 objectifs.
2. Pour guider son application, le Secrétariat a élaboré un Plan d'action pour la CESP pour 2016-2018. Le Plan a été revu pour améliorer ses orientations et, à la 53^e Réunion du Comité permanent, un rapport sur les progrès d'application du Plan d'action a été publié. Par souci de cohésion, le Plan d'action pour la CESP a été intégré dans les plans de travail annuel et triennal du Secrétariat.
3. Le GSA CESP 2016-2018 a recommandé une nouvelle approche pour la CESP et ses recommandations ont été intégrées dans le document COP13 Doc.10, *Rapport sur l'application du Programme de CESP 2016-2018 et recommandations sur les orientations futures*

https://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/cop13doc.10_cep_a_programme_f.pdf. Une version courte des recommandations figure dans l'**Annexe A**.

4. La Résolution XIII.5 sur la *Révision du quatrième Plan stratégique de la Convention de Ramsar* donne instruction au GSA CESP de présenter à la 59^e Réunion du Comité permanent, « sa proposition de nouvelle approche et un projet de résolution à ce sujet pour examen à la COP14 ; et donne en outre instruction au Comité permanent de faire avancer ce dossier, pour décision à la COP14. » Cette nouvelle approche devait tenir compte des travaux déjà menés par le GSA CESP et le Groupe de travail sur l'application de la CESP, intégrer l'avis du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) et compléter les travaux du Groupe de travail sur le Plan stratégique.

Travaux réalisés par le GSA CESP depuis la 57^e Réunion du Comité permanent

5. Fin 2019, le GSA CESP a mené une enquête, dans le contexte de son examen d'une nouvelle approche pour la CESP, afin d'obtenir des avis sur les changements prioritaires et les éléments du Programme de CESP actuel à retenir. Une brève compilation de l'enquête et des résultats figure dans l'**Annexe B**.
6. Le GSA CESP s'est réuni plusieurs fois par Skype/téléconférence et a discuté des conclusions de l'enquête dans le contexte de la Résolution XIII.5 et des avis fournis à la COP13 par le précédent GSA CESP ; il a fait la synthèse de tous ces points pour concevoir une série de recommandations générales destinées à donner forme à la nouvelle approche de CESP, qui sont décrites ci-dessous.

Le Groupe de surveillance des activités de CESP recommande que la nouvelle approche de CESP présente les caractéristiques suivantes :

1. Un ensemble d'activités réduit, clairement lié au Plan stratégique

- Les efforts devraient être axés sur un plus petit nombre d'activités hautement prioritaires.
- Les activités de CESP devraient être intégrées dans le Plan stratégique, mais avec un document de CESP séparé fournissant, si nécessaire, des orientations complémentaires.

2. Rendre la CESP plus stratégique, plus intégrée et plus efficace

- Le Programme de CESP soutiendrait et renforcerait davantage le Plan stratégique s'il y était intégré. Le prochain Plan stratégique devrait comprendre aussi bien des activités de CESP à part entière que des éléments de CESP.
- En général, les activités de CESP et les éléments de CESP devraient être intégrés dans la planification et dans les activités de la Convention (aux niveaux local, national, international), le cas échéant.

3. Accroître le soutien aux Correspondants et construire de nouveaux réseaux et partenariats

- Le rôle des Correspondants nationaux et des Correspondants nationaux CESP est jugé important pour le maintien d'une approche nationale coordonnée et stratégique de l'application de la Convention. Les Parties contractantes devraient faire en sorte que les Correspondants soient informés de leurs responsabilités. Le Correspondant CESP devrait être reconnu comme la personne clé chargée de l'application de la CESP et devrait disposer des outils adéquats et de possibilités de formation, le cas échéant.
- Encourager les Parties contractantes ayant des besoins semblables en CESP à coopérer aux activités de CESP. Cette coopération peut comprendre l'échange d'expériences issues des campagnes de CESP ainsi que la collaboration à la production de matériel de communication

et à sa traduction dans différentes langues, selon les besoins des Parties contractantes concernées. Les Parties contractantes devraient aussi être encouragées à nouer des liens de coopération avec leurs correspondants pour d'autres AME.

- Le Secrétariat devrait chercher à constituer des réseaux et partenariats au niveau international, notamment avec d'autres AME, afin de déterminer les possibilités d'activités communes ou complémentaires en matière de CESP et d'apporter les outils, les ressources et les pratiques pertinents aux Parties contractantes.
- Les Parties contractantes devraient renforcer leur collaboration avec d'autres secteurs, conformément aux priorités définies dans le Plan stratégique au niveau national. Plus particulièrement, les messages devraient être conçus de manière à mettre en valeur des thèmes qui sont importants pour le public ciblé.

4. Soutien stratégique du Secrétariat

- Le Secrétariat devrait fournir des avis et des informations aux Parties contractantes, par exemple, du matériel d'introduction sur les travaux de CESP de Ramsar pour les nouveaux CN CESP et les CN CESP ONG et communiquer les bons exemples d'autres pays.
- Le Secrétariat devrait réviser le manuel de 2010 sur la CESP pour les zones humides. La version révisée devra refléter la nouvelle approche de CESP, comprendre d'autres changements intervenus pour la Convention depuis 2010 et inclure un nouveau contenu sur les réseaux sociaux, la manière d'encourager le réseautage, etc. Avant d'être achevée, cette révision pourrait également inclure les résultats de la COP15 sur la résolution concernant le Plan stratégique.
- Le Secrétariat devrait fournir aux CN CESP la possibilité d'améliorer leurs connaissances sur les outils de CESP, soit conjointement avec d'autres réunions pertinentes, comme les COP ou les réunions régionales, soit via des ressources en ligne.

7. Une fois que le GSA CESP aura préparé un projet de résolution sur la nouvelle approche de CESP, il aura, d'ici la 59^e Réunion du Comité permanent, mené à bien les activités ci-après. Le projet de résolution sera examiné afin que le Comité permanent le présente à la COP14 à l'occasion de la 59^e Réunion du Comité permanent.

Travaux réalisés par le GSA CESP en vue de l'élaboration d'un projet de résolution de CESP

- Un nombre limité de priorités stratégiques pour la CESP qui soutiendront la réalisation des buts du Plan stratégique, certaines étant alignées sur des buts particuliers et d'autres fournissant un appui à l'échelle du Plan a été identifié.
- Des mesures d'application (actions) pour chacune de ces priorités, en se concentrant sur les actions et outils pratiques qui se sont révélés efficaces, réalisables et alignés sur les buts pertinents du Plan stratégique ont été élaborées.
- Des moyens par lesquels les Parties contractantes, leurs réseaux d'application de la CESP et le Secrétariat peuvent collaborer avec des parties prenantes et des partenaires pour travailler, ensemble, à différents niveaux, en vue de réaliser les priorités stratégiques de la CESP et les objectifs de la Convention ont été envisagés.
- Des moyens par lesquels les Parties contractantes peuvent créer ou renforcer les réseaux entre Parties contractantes ayant des intérêts semblables du point de vue de la CESP concernant les thèmes, les enjeux ou les régions ont été envisagés.
- Des estimations budgétaires pour toute proposition de nouvelles activités de CESP, pour examen lors des négociations du budget à la COP14, pour la période triennale suivante, ont été classées par ordre de priorité et élaborées.
- Le contenu du Manuel Ramsar sur la CESP a été analysé pour déterminer ce qui doit être révisé et s'il convient d'enrichir le contenu.

8. Conformément à la Résolution XIII.5, le GSA CESP élabore un projet de résolution pour soumission et examen par le Comité permanent à sa 59^e Réunion afin d'obtenir l'autorité de la COP pour l'application de la nouvelle approche de CESP. Le projet de résolution devrait être achevé avant la date limite de présentation des projets de résolution pour la 59^e Réunion du Comité permanent.
9. Le Groupe de surveillance des activités de CESP et le Groupe de travail sur le Plan stratégique ont échangé sur la façon dont la nouvelle approche de CESP peut être intégrée au projet de résolution sur la révision du Plan stratégique. Le Groupe de travail sur le Plan stratégique a demandé que le Groupe de surveillance des activités de CESP crée une annexe visant à définir les moyens par lesquels les Parties peuvent améliorer les efforts en matière de CESP en utilisant la structure actuelle du Plan stratégique, et le GSA CESP a produit cette annexe.
10. Le GSA CESP a examiné quel devrait être son rôle à la lumière de la nouvelle approche de CESP, et a également analysé différentes questions de gouvernance le concernant, en consultation avec le Groupe de travail sur l'efficacité. Le produit de cette réflexion est présenté dans un projet de résolution pour examen par le Comité permanent à sa 59^e Réunion.
11. Un représentant du Groupe de surveillance des activités de CESP a participé aux travaux du groupe travaillant sur un nouveau projet de résolution sur le label Ville des Zones humides accréditée par la Convention de Ramsar. Le produit de cette réflexion sera présenté dans un projet de résolution sur le label Ville des Zones humides pour examen par le Comité permanent à sa 59^e Réunion.
12. La Présidente du GSA a participé à plusieurs réunions menées par le Groupe de travail sur la COP14.
13. Le Groupe a également formulé des remarques sur un projet de résolution sur l'éducation que préparent actuellement le Centre régional Ramsar - Asie de l'Est et la République de Corée.

Annexe A

Résumé des recommandations du Groupe de surveillance des activités de CESP à la COP13 (tiré du document COP13 Doc.10, *Rapport sur l'application du Programme de CESP 2016-2018 et recommandations sur les orientations futures*)

1. Ensemble d'objectifs réduit et plus focalisé

Les efforts devraient être axés sur un plus petit nombre d'activités de haute priorité correspondant à chacun des buts du Plan stratégique. (Voir recommandation 6 ci-après.)

2. Élaborer une stratégie d'évaluation

Beaucoup d'activités ont été entreprises dans le cadre des neuf objectifs du Programme de CESP. Cependant, leur effet est difficile à évaluer, et il convient de préparer une stratégie d'évaluation efficace sur laquelle fonder les futures améliorations du Programme.

L'examen du Programme de CESP devrait tenir compte de l'information provenant des Parties contractantes (y compris les Correspondants nationaux et les Rapports nationaux), du Secrétariat, des Initiatives régionales Ramsar et d'autres parties prenantes sur l'application et l'efficacité des interventions de CESP à ce jour.

3. Rendre la CESP plus stratégique, plus intégrée et plus efficace

Le GSA CESP recommande de se concentrer sur les moyens de rendre la CESP plus stratégique, plus intégrée et plus efficace en matière de protection et d'utilisation rationnelle des zones humides. Il suggère de consacrer les ressources limitées aux activités de CESP qui contribueront le plus efficacement possible à modifier le comportement des populations afin de réaliser les buts du Plan stratégique.

4. Intégrer le Programme de CESP dans le Plan stratégique

Le GSA CESP suggère d'intégrer les buts et les objectifs de CESP dans le Plan stratégique Ramsar, plutôt que d'avoir un Programme de CESP séparé. Le Plan intégrerait à la fois des initiatives de CESP à part entière et des éléments de CESP intégrés à d'autres initiatives.

L'examen du Plan stratégique offre une occasion de renforcer l'efficacité du Programme de CESP et des travaux du Secrétariat. L'importance de la participation pour encourager l'action doit être reflétée dans le Plan stratégique qui devrait comprendre des stratégies d'information qui engagent, enrôlent et permettent à chacun d'agir pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides.

5. Rapports mieux alignés sur ceux d'autres conventions et initiatives internationales

Y compris les Objectifs d'Aichi et les Objectifs de développement durable. Ainsi, l'administration et les rapports seront simplifiés et cela réduira le fardeau administratif.

6. Un petit nombre d'activités hautement prioritaires suivant les quatre buts du Plan stratégique

L'examen du Plan stratégique offre une occasion de renforcer l'efficacité du Programme de CESP et des travaux du Secrétariat. Les actions prioritaires suggérées, par rapport aux buts du Plan stratégique, ont été développées dans le document COP13 Doc.10.

7. Collaborer dans le cadre de réseaux et de partenariats

Il conviendrait de faire plus souvent appel aux Correspondants généraux et aux Correspondants CESP pour garantir une approche nationale coordonnée et stratégique de l'application de la Convention. Ces réseaux devraient servir d'outil clé pour fournir des informations aux Parties contractantes et recevoir leurs commentaires. Les CN CESP doivent être conscients de leurs responsabilités et

recevoir une formation. Les postes de Correspondant général et Correspondant CESP au sein des Parties contractantes sont considérés importants pour garantir une approche nationale coordonnée et stratégique de l'application de la Convention.

Des efforts devraient être faits pour nouer des alliances, y compris avec de nouveaux partenariats et des partenariats existants. Ces partenariats devraient être appliqués aux plans mondial, régional et par des Parties contractantes individuelles.

Il faut qu'il y ait un engagement accru auprès d'autres secteurs, en particulier il faut s'intéresser aux questions qui importent aux populations – les avantages des zones humides pour la santé et le bien-être humain, la protection contre les catastrophes, la planification urbaine et régionale, le tourisme et la production alimentaire.

8. La CESP intégrée dans toute la planification et les activités de la Convention

L'importance de la participation pour encourager l'action doit être reflétée dans le Plan stratégique qui devrait comprendre des stratégies d'information qui engagent, enrôlent et permettent à chacun d'agir pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides. Cela devrait comprendre à la fois des initiatives spécifiques de CESP et intégrer la CESP dans toutes les initiatives de la Convention (aux plans local, national, régional et international).

Au niveau des Parties contractantes, les activités de CESP devraient être intégrées dans la planification nationale.

Annexe B

Brève compilation des résultats de l'enquête sur la CESP, novembre 2019

L'enquête

En octobre 2019, le GSA CESP a mené une enquête sur la réflexion et l'expérience des Correspondants nationaux, des Correspondants CESP gouvernementaux et des Correspondants CESP ONG sur une nouvelle approche de la CESP, fondée sur les recommandations du GSA CESP 2015-2018. Certaines questions demandaient des réponses en texte libre, mais d'autres, à choix multiple, indiquaient essentiellement la mesure dans laquelle les répondants étaient d'accord avec différentes déclarations ou demandaient de choisir la réponse la plus importante parmi celles qui étaient proposées.

Pour les questions où les répondants ont indiqué dans quelle mesure ils étaient d'accord avec la proposition, sur une échelle de 1 à 5, où 5 correspondait à quelque chose de « très utile », « très probable », etc., et 1 à quelque chose qui n'était pas du tout utile ou probable, ils avaient aussi la possibilité de répondre « Je ne sais pas ». Pour ces questions, il a été possible de calculer des moyennes pondérées. Dans le texte qui suit, le soutien accordé par les répondants aux différentes propositions est exprimé en moyenne pondérée.

Une moyenne de 3.0 – 3.4 est considérée comme une majorité faible, 3.5 – 3.9 une majorité claire, 4.0 – 4.4 une majorité forte et 4.5 – 5.0 une majorité très forte.

Les résultats de l'enquête ont guidé le GSA CESP. Voici une brève compilation des résultats.

Les répondants

L'enquête a reçu 64 réponses. La représentation des trois groupes de Correspondants nationaux est égale. Plus de 65 % des répondants ont travaillé sur des questions de CESP depuis plus de cinq ans. Toutes les régions Ramsar étaient représentées dans les réponses.

Lorsqu'on en vient à la représentation dans les réponses réelles, elle varie de 4 % pour l'Amérique du Nord à 33 % pour l'Afrique. Lorsqu'on intègre tous ceux qui ont pu répondre dans une région, les résultats varient de 6 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes à 22 % pour l'Amérique du Nord.

Région	Représentation régionale des réponses totales en %	Réponse régionale (réponse/nombre total de pays par région* 3 rôles) en %
Afrique	33	13
Asie	22	14
Europe	28	12
Amérique latine et Caraïbes	8	6
Amérique du Nord	3	22
Océanie	6	17

Analyse

1. Réduire le nombre d'objectifs de la CESP

Une faible majorité de répondants estime qu'une réduction du nombre d'objectifs de la CESP aboutira à une application plus efficace.

2. Élaborer une stratégie d'évaluation

Une majorité claire des répondants estime qu'il serait utile d'élaborer une stratégie pour évaluer l'efficacité des mesures de CESP.

Réponses négatives :

- L'évaluation absorbe des ressources qui devraient aller à d'autres activités.
- Réduire le nombre de rapports, quels qu'ils soient.
- Difficultés de mesurer l'effet réel des activités de CESP sur les zones humides.

Si nous devons élaborer une stratégie d'évaluation, les répondants suggèrent :

- Elle devrait être intégrée dans le Rapport national.
- Chaque pays doit avoir ses propres indicateurs.
- Elle devrait être alignée sur les autres rapports.

3. Rendre la CESP plus stratégique, plus intégrée et plus efficace

Les exemples des répondants sur une manière de travailler plus stratégique :

- Intégrer la CESP dans le Plan stratégique Ramsar.
- Travailler avec d'autres conventions/initiatives internationales, en particulier la CDB et l'IPBES.
- Utiliser de nouvelles technologies (webinaires, réseaux sociaux, échange en ligne).
- Programmes de CESP couvrant plusieurs pays où les conditions et les problèmes sont semblables.
- Déterminer les lacunes du Programme de CESP.
- Le Programme de CESP devrait se concentrer sur des solutions futures et possibles.
- Plus de formation au niveau national.
- Partage d'expériences dans les réseaux de CESP, création d'un espace pour les questions de CESP au niveau régional.
- Fournir des orientations aux CN CESP.
- Prioriser les messages et les publics ciblés.
- Approche verticale, du bas vers le haut, avec des activités locales de CESP.

Mieux intégrer les travaux de la CESP dans d'autres activités de la Convention et activités nationales :

Au niveau de la Convention :

- Toutes les activités de la Convention, y compris ses Résolutions, devraient intégrer des activités de CESP.
- Les activités générales de CESP de la Convention devraient être adoptées à la COP ou par le Comité permanent.
- Intégrer le Programme de CESP dans le Plan stratégique.
- Collaborer avec la CDB et d'autres forums internationaux à des activités communes.
- Le leadership du Secrétariat est nécessaire.

Coopération internationale :

- Des réseaux plus forts pour partager des idées et les meilleures pratiques entre les CN CESP, les administrateurs de zones humides et les praticiens de la CESP – par exemple, des webinaires axés sur les régions.

Au niveau national :

- Toutes les activités relatives aux zones humides au niveau national devraient intégrer des activités de CESP.
- Intégrer le Programme de CESP dans les plans nationaux, éducation, etc.

- Le contexte national est nécessaire pour identifier les outils et les méthodes utiles, etc.
- Interaction/coopération entre les CN CESP et le Comité national Ramsar.
- Coopération nationale pour l'application d'autres AME.
- La Journée mondiale des zones humides est un des meilleurs outils.

Comment améliorer l'efficacité des travaux :

Stratégies/systèmes :

- Utiliser un système pour évaluer comment l'application du Programme de CESP a des effets sur la promotion de la conservation et de la gestion des zones humides.
- Axer les efforts sur les décideurs, les responsables des politiques et les administrateurs des zones humides – alignement avec les instructions données au GEST.
- Plutôt que réduire le nombre de buts mondiaux, les prioriser.
- Soutien du gouvernement national (fonds).
- Inclure la CESP dans les programmes nationaux pertinents.
- Faire participer toutes les parties prenantes concernées.
- Chaque pays a des priorités et des besoins différents.

Échange d'expériences en matière de renforcement des capacités :

- Facilitation et réseautage tant au niveau régional que national.
- Améliorer les capacités des Correspondants nationaux et des administrateurs de zones humides – formation.

4. Intégrer le Programme de CESP dans le Plan stratégique

Une majorité claire des répondants estime qu'il serait utile d'inclure le Programme de CESP dans le Plan stratégique. Mais il y a aussi beaucoup de répondants qui estiment qu'un Programme de CESP distinct peut avoir son propre intérêt.

Commentaires sur l'intérêt d'un Programme de CESP distinct :

- Un Programme de CESP distinct rend la CESP visible et montre son importance.
- La CESP pourrait être sous-estimée ou disparaître si elle n'a pas son propre programme.
- La CESP n'aurait pas à concurrencer d'autres questions.
- Focalisation accrue sur la CESP.
- Importance de disposer de documents avec des orientations d'appui, outre le Plan stratégique.
- La CESP est un domaine de travail spécialisé.
- Plus facile d'atteindre les buts.

5. Rapports mieux alignés sur ceux d'autres conventions et initiatives internationales

Une majorité claire des répondants estime que les rapports de CESP Ramsar doivent être mieux alignés avec les obligations de rapport d'autres conventions internationales. Ils estiment aussi que les rapports sur la CESP, dans les Rapports nationaux, doivent être simplifiés.

6. Un petit nombre d'activités hautement prioritaires suivant les quatre buts du Plan stratégique

Une majorité très forte des répondants estime qu'il serait utile d'aligner les activités de CESP avec les buts du Plan stratégique.

7. Collaborer dans le cadre de réseaux et de partenariats

Une très forte majorité des répondants estime que la constitution de réseaux forts entre les Correspondants nationaux, les Correspondants CESP et les Centres d'éducation/accueil des visiteurs des zones humides est un moyen utile de renforcer les travaux de CESP. Ces répondants estiment aussi que des dossiers de formation pour les Correspondants CESP seraient utiles.

8. La CESP intégrée dans toute la planification et les activités de la Convention

Une forte majorité de répondants estime qu'il serait utile d'inclure les Correspondants nationaux CESP dans les Comités Ramsar de chaque pays.